

TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉVALUATION

Évaluation intermédiaire Bénin

A.1 CONTEXTE DE L'ÉVALUATION :

En 2016, 4 ONG universitaires francophones belges (Eclodio, anciennement nommé Aide au Développement Gembloux, la FUCID, Louvain Coopération et ULB Coopération) ont décidé d'unir leurs forces et ainsi renforcer leurs synergies. Une entité baptisée « Uni4Coop » s'est progressivement concrétisée, dans une volonté partagée d'avancer ensemble, de se renforcer, d'agrandir les réseaux et de favoriser les pratiques prônées et expérimentées par chacune.

Les 4 ONG sont désormais engagées ensemble dans un programme commun financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement belge pour une durée de 5 ans de 2017 à 2021. Dans le cadre de ce programme quinquennal, deux évaluations sont prévues : une évaluation intermédiaire en 2019 et une évaluation finale en 2021.

Au Bénin, deux des quatre ONG sont présentes : Eclodio et Louvain Coopération. Les deux souhaitent mettre en œuvre une évaluation commune en ce qui concerne l'évaluation intermédiaire.

Les deux ONG travaillent dans le domaine du développement agricole avec une vision agroécologie / entrepreneuriat rural / agroforesterie / techniques agri-durables. D'autres interventions complètent les deux objectifs spécifiques développés respectivement par Eclodio et Louvain Coopération :

- Programme Uni4Coop - accès aux soins de santé : appui au développement et à la consolidation du secteur des mutuelles de santé au Bénin mais aussi au Togo ;
- Appui Multisectoriel à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Atacora - AMSANA (financement Fonds Belge de Sécurité Alimentaire), programme multi-acteurs dans l'Atacora ;
- Gouvernance au sein de la filière manioc dans le Mono (fonds Anton Jurgen Funds) ;
- AWAC (Renforcement des femmes et des hommes pour la promotion des pratiques agricoles et énergétiques durables soutenues par des initiatives d'épargne et de crédit autogérées) ;
- Gestion des ressources naturelles en zone de mangroves avec le Collectif des Deltas du Golfe du Bénin (divers financements).

Le programme Uni4Coop mis en œuvre au Bénin par Eclodio et LC est structuré autour de trois objectifs spécifiques dont un (01) objectif spécifique (OS1) pour Eclodio et deux (02) objectifs spécifiques (OS2&OS3) pour LC.

La stratégie du programme repose principalement sur les approches de renforcement des capacités, d'articulation entre acteurs, de sensibilisation genre, d'entrepreneuriat, d'intégration environnementale (approche agro-écologique notamment), de micro-assurance santé, et de capitalisation/recherche-action.

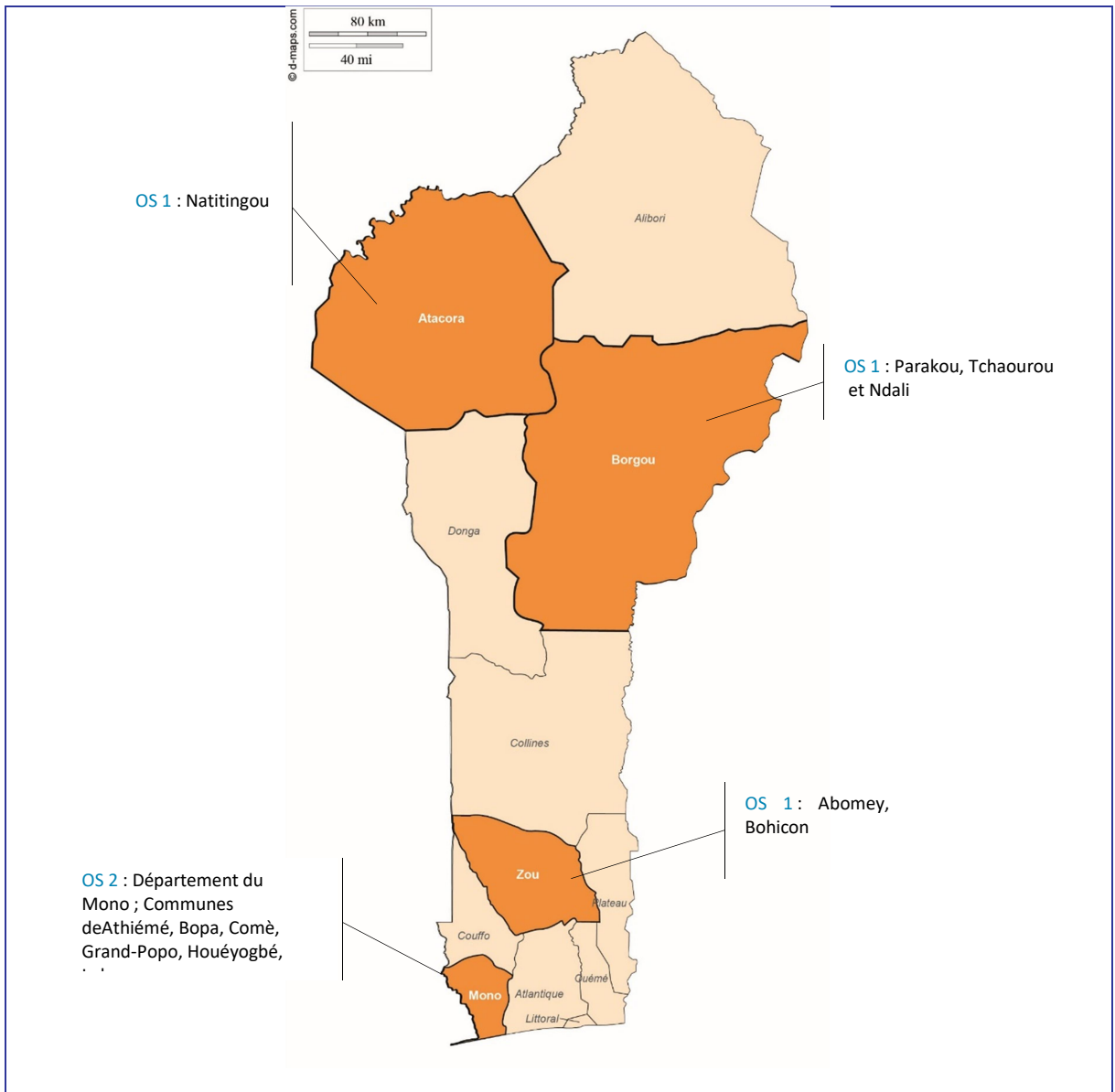
Le tableau ci-dessous donne un aperçu des objectifs tels que formulés dans le programme Uni4Coop 2017-2021 ; cependant, l'évaluation désignée par ces termes de référence ne s'intéressera que aux OS 1 et 2 :

	Objectif spécifique ¹	Partenaires impliqués ²	Zones
Eclodio	OS1 : Les ménages ruraux des communes de Natitingou (département de l'Atacora), Parakou,	Association Nationale des Femmes Agricultrices du	Atacora (Natitingou) et Borgou (Parakou,

¹ Les cadres logiques dans le format transmis à la DGD sont repris en annexe 1

² Une courte description des partenaires est reprise en annexe 2

	Tchaourou et Ndali (département du Borgou) renforcent et équilibrent leurs exploitations familiales autour d'activités agricoles et d'activités génératrices de revenus liées.	Bénin (ANaF-Bénin) La Fondation Hubi et Vinciane	N'Dali et Tchaourou)
Louvain Coopération	OS2 : La sécurité alimentaire et économique des populations de nos zones d'intervention est améliorée durablement à travers une offre diversifiée et adaptée de services d'appui à l'agriculture et à l'entrepreneuriat	-Groupement pour la Promotion et l'Exploitation des Ressources de l'Environnement (GROPERE) -Guichet d'Economie Locale du Sud Bénin (GEL Sud Bénin)	Département du Mono (6 communes de Athiémé, Bopa, Comè, Grand-Popo, Houéyogbé, Lokossa)
	OS3 : Améliorer l'accès (financier) à des services de santé essentiels de qualité sûrs, efficaces, de qualité pour les populations du secteur informel et rural de Tanguiéta-Cobly- Matéri (Atacora) et de Comé (Mono), et ce à travers un système mutualiste communautaire, qui s'insère dans le dispositif de la couverture maladie universelle de la RAMU mis en place par l'Etat.	- Conseil des Structures d'Appui aux Mutuelles Sociales (CONSAMUS) - Groupement pour la Promotion et l'Exploitation des Ressources de l'Environnement (GROPERE) - Union des Mutuelles de l'Atacora (Union Mut Atacora) - Union des Mutuelles du Mono (Union Mut Mono)	Département de l'Atacora (Tanguiéta-Cobly-Matéri) et du Mono (Comé)



Tous les objectifs spécifiques du programme feront l’objet d’une évaluation finale de type « reddition de compte ». Cette évaluation intermédiaire sera quant à elle, principalement axée sur l’apprentissage croisé en vue de consolider le travail en consortium notamment et de mieux comprendre les modalités de travail de chacune des organisations. L’évaluation externe doit donc permettre aux 2 ONG membres du Consortium Uni4Coop, de retenir des enseignements et de capitaliser les apprentissages et les bonnes pratiques.

A.2 OBJECTIF, CHAMP ET UTILISATEUR(S) DE L’ÉVALUATION

A.2.1 OBJECTIFS :

L’objectif global est de faire un bilan de la mise en œuvre du programme au niveau des deux ONG, de tirer des enseignements, de capitaliser sur les bonnes pratiques et de faire des recommandations d’ajustements éventuels pour la consolidation et la pérennisation des acquis.

La finalité est de permettre l’apprentissage, d’appuyer à la décision et à la gestion des connaissances.

A.2.2 UTILISATEURS PRINCIPAUX :

- Eclasio et ses partenaires au Bénin.
- Louvain Coopération et ses partenaires au Bénin.
- La DGD et donateurs.
- UNI4COOP³ et CSC⁴ : les conclusions et leçons apprises seront partagées avec le secteur.

A.2.3 PÉRIODE CONCERNÉE PAR L'ÉVALUATION :

Cette évaluation à mi-parcours prend en compte la période du 1^{er} avril 2017 au 30 juin 2019.

A.3 APPROCHE GLOBALE

Il s'agit d'une évaluation externe.

Une première version des TDR a été établie aux sièges des ONG du consortium par les responsables suivi-évaluation de Louvain Coopération et d'Eclasio sur base des informations émanant des systèmes de suivi et compte tenu des besoins de réflexion stratégique des deux ONG et d'Uni4Coop. Ce document a été revu par les équipes programme des deux ONG au Bénin. Enfin, le Comité aux Evaluations d'Uni4Coop a émis des recommandations sur la formulation des questions d'évaluation et le choix des méthodes et outils.

Comme le stipule la réglementation en vigueur, ces recommandations ont également été soumises à l'approbation de la DGD.

Les critères d'évaluation à privilégier sont par rapport:

- Aux critères CAD⁵ suivants : pertinence, efficacité
- À nos centres d'intérêt : la cohérence entre les interventions de nos 2 membres du consortium (Eclasio et LC), l'intégration de l'environnement, la mise en œuvre d'une approche genre qui tend à l'équité entre les différentes composantes sociales (femmes, enfants, hommes, jeunes, vieux,...), la bonne gouvernance des organisations et des partenariats publics-privés, le caractère novateur des initiatives.

A.4 QUESTION CLÉS DE L'ÉVALUATION

Cette évaluation devra prendre en compte les hypothèses sous-jacentes aux théories du changement énoncées ci-après pour répondre aux questions d'évaluation.

Hypothèse 1 : Les exploitations familiales doivent aller au-delà des logiques de filière, se baser sur une approche de production intégrée (par exemple l'agroécologie, diversification des cultures), et structurer leurs activités autour de l'équilibre économique et social global et de l'utilisation rationnelle et durable des ressources (notamment entre l'alimentation et la génération de revenus).

Hypothèse 2 : L'économie de proximité doit se construire sur un équilibre entre les diverses formes d'activités (non-) économiques et (non-) agricoles et sur la prise en compte des dimensions sociale, culturelle, économique et environnementale du développement.

Questions relatives aux objectifs spécifiques de Louvain Coopération et d'Eclasio :

L'évaluation devra faire la lumière sur la **pertinence et l'efficacité des stratégies développées par Eclasio et par LC et ses partenaires locaux** dans la mise en œuvre du programme pour l'atteinte du

³ UNI4COOP : Consortium de 4 ONG universitaires représentées par [Eclasio](#), [Fucid](#) (Forum universitaire pour la coopération internationale au développement), [LC](#) (Louvain Coopération) et [UCO](#) (ULB-Coopération)

⁴ CSC : Cadre Stratégique Commun – coordination instituée par la DGD au sein d'un même pays d'intervention des Organisations de la Société Civile Belge ; ces OSC échangent leurs connaissances et leçons apprises notamment

⁵ Comité d'Aide au Développement de l'OCDE

changement visé. Elle devra faire aussi un point sur la **qualité des partenariats et la plus-value apportée par les parties prenantes**.

A cela s'ajoutent les questions suivantes :

- A mi-parcours, quels sont les changements significatifs (positifs ou non) dans le paysage d'exécution des deux projets par rapport à la problématique et la contribution des projets à ces changements ?
- Quel est le niveau de satisfaction des différents acteurs clés (et parties prenantes) des deux projets par rapport aux projets eux-mêmes et aux résultats atteints à mi-parcours sur le volet entrepreneuriat, l'appui agricole et sur l'agroécologie notamment ?

Questions relatives au fonctionnement du consortium Uni4Coop :

- Eclasio et Louvain Coopération développent-ils la même stratégie d'intervention avec les partenaires locaux ? Qu'est-ce qui est différent ? Et en quoi ces stratégies d'intervention pourraient-elles être davantage complémentaires et intégrées ?
- Eclasio et Louvain Coopération ont-ils la même compréhension de l'agroécologie, l'appui agricole, de l'approche genre et de l'entrepreneuriat, et développent-ils les mêmes approches ? Quelles sont les différences et les similitudes ?

Les recommandations doivent permettre, le cas échéant, de revoir les stratégies et modalités d'intervention ou encore de capitaliser sur celles qui sont particulièrement porteuses, en vue de leur diffusion et de la co-construction du prochain programme Uni4Coop 2022-2026.

A.5 MÉTHODE ET OUTILS SOUHAITÉS

Le choix de la méthodologie est laissé aux évaluateurs, y compris en termes de temps à accorder à chaque question.

L'évaluateur proposera des outils de récolte des informations et une méthodologie sur base de ses connaissances professionnelles particulières, lesquelles pourront être affinées lors de la réunion de travail préparatoire à sa mission de terrain.

Nous attirons l'attention sur le fait que les bénéficiaires à interroger s'expriment pour la majorité dans leur langue locale et que nous souhaitons qu'une place importante soit accordée à la parole des partenaires et des bénéficiaires.

L'évaluateur veillera à trianguler les informations et à varier autant que possible les outils de collecte des informations.

A.6 COMPÉTENCES REQUISES

Pour exécuter cette évaluation, l'équipe sera composée des consultant-e-s locaux-ales, l'équipe d'évaluateurs disposera des compétences suivantes :

- Il devra être titulaire au moins d'un diplôme universitaire dans une des disciplines liées aux sciences économiques et sociales ou agronomiques avec des connaissances et une expertise avérée sur les sujets liés à l'entrepreneuriat, l'agroécologie ou l'agriculture familiale ;
- Expérience solide (d'au moins 6 ans) dans la formulation, l'analyse et évaluation de projets et programmes de développement ;
- Expertise avérée en gestion et évaluation des projets en lien avec l'agriculture ;
- Pratique courante des méthodes d'évaluation quantitative, qualitative et participative ;
- Bonne maîtrise des approches de la théorie du changement, des méthodes et approches de suivi-évaluation, l'analyse de l'information et la rédaction de rapport
- Expériences dans la facilitation d'ateliers afin de faciliter les échanges concernant les résultats de l'évaluation

- Avoir une excellente capacité de communication écrite et orale en français ;
- Bonne connaissance de la zone d'intervention du projet ;
- Bonnes compréhension des questions transversales notamment le genre, et les questions environnementales.

A.7 BUDGET

Le budget maximum disponible s'élève à 9.000 EUR TTC.

Ce montant couvre la totalité des frais liés à l'évaluation (honoraires, déplacements nationaux et locaux, logement et per diem, visa, organisation d'ateliers...). Toutefois le programme mettra à disposition un véhicule uniquement pour les déplacements sur le terrain et non pour les déplacements dans les villes.

Les règles du bailleur principal en matière de montants éligibles sont d'application.

A.8 MODALITÉS DE CONTRACTUALISATION ET DE SÉLECTION

Un document contractuel sera établi pour l'évaluation. Le paiement des honoraires se fera en trois tranches : 40 % à la signature du contrat, 30 % à la remise du rapport provisoire et 30 % après approbation du rapport définitif.

Les per diem seront payés au démarrage de la mission sur base d'une déclaration de créance. Les autres frais seront payés sur base de la remise des justificatifs ad hoc.

La prestation fera l'objet de deux factures, l'une établie au nom d'ECLOSIO et l'autre au nom de Louvain Coopération. Les modalités de répartition entre les deux ONG seront déterminées à la signature du contrat ou au plus tard à l'issue de la réunion de cadrage.

A.9 MODALITÉS DE L'EXPERTISE :

A.9.1 CONTENU SOUHAITÉ POUR L'OFFRE TECHNIQUE & FINANCIÈRE

Les propositions devront fournir les éléments suivants :

- Une note de compréhension des termes de référence, ainsi que la manière dont le contexte et les questions d'évaluation ont été comprises en relation avec la théorie du changement ;
- Une description de l'approche méthodologique envisagée pour répondre aux questions et aux objectifs exposés dans ces termes de référence décrivant précisément les outils de collecte d'informations qu'il souhaite mobiliser au cours de son évaluation ;
- Un chronogramme prévisionnel de la mission ainsi qu'une estimation des charges en hommes/jours;
- Une présentation des références et expériences du ou des experts mettant en évidence les aspects particulièrement pertinents pour l'évaluation envisagée ;
- Le profil du ou des experts avec une répartition des responsabilités entre membres d'experts (max. 3 pages par CV) ;
- Une offre financière comportant le budget détaillé (en euros ; TTC) de la prestation.

A.9.2 MODALITÉS DE SÉLECTION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION

L'évaluation des propositions se fera selon la grille suivante :

Critères	Poids relatif
Profil du ou des experts	50
Qualifications, expériences et compétences	25
Expérience de la problématique à évaluer	15
Connaissance du contexte local	10
Offre technique et méthodologique	30
Exposé de la problématique et compréhension du sujet	15
Démarche méthodologique proposée	15
Offre financière	20
Prix de la prestation	10
Réalisme des coûts par rapport à la méthodologie proposée	10
Total	100

A.9.3 DOCUMENTS À CONSULTER

Pour la rédaction de l'offre :

- Les cadres logiques des deux objectifs spécifiques ;
- Une brève description des partenaires de chacune des deux ONG membres d'Uni4Coop.

Personnes de référence pouvant être consultée au besoin : Franck O. ADJE franck.adje@eclosio.org; Daniel BLAIS dblais@louvaincooperation.org en mettant en copie cybill.nion@eclosio.org et swyseur@louvaincooperation.org.

Après sélection :

Après sélection, le projet mettra à la disposition des consultant-e-s retenu-e-s les documents suivants :

- Le document du projet ;
- Les rapports techniques ;
- Les outils pédagogiques conçus dans le cadre du projet.

A.9.4 MODALITÉS DE RÉALISATION DE LA MISSION DE TERRAIN

L'équipe d'évaluation du programme devra en outre fournir, avant le départ sur le terrain, une note de démarrage décrivant le processus méthodologique qu'elle compte appliquer sur base de la prise de connaissance de la documentation qui lui sera remise et des premiers entretiens menés au siège.

Les équipes opérationnelles d'Eclosio et de Louvain Coopération seront disponibles pour faciliter le bon déroulement de l'évaluation (contacts, informations générales, assistance logistique...).

Le comité de suivi de l'évaluation est composé de 5 personnes ci-après et ont en charge les réunions de cadrage, l'accompagnement et le débriefing avec l'équipe d'évaluation :

N°	Nom et prénoms	Fonction	Structure	Contact et email
1	Franck ADJE	Chef Projet	Eclosio	franck.adje@eclosio.org
2	Germain DOSSOU	Coordinateur	ANAF-Bénin	domeger2002@yahoo.fr

3	Daniel BLAIS	Directeur Régional	Louvain Coopération	dblais@louvaincooperation.org
4	Kokou OPEKOU	Responsable Domaine SAE	Louvain Coopération	kopekou@louvaincooperation.org
5	José HOUNGUE	Coordonnateur	GROPERE	gropereong@yahoo.fr

A.9.5 LIVRABLES ATTENDUS

Sont attendus :

- Au début de la mission, une note méthodologique comprenant l'approche retenue pour la mission de terrain et le plan de collecte de données de terrain ainsi que le chronogramme détaillé avec les échéances pour chaque étape ;
- Un rapport provisoire ;
- Une restitution orale du rapport provisoire
- Un rapport final
- Un document de reddition de compte synthétique accessible pour les membres d'Eclosio et de Louvain Coopération, les bénéficiaires, le grand public et les bailleurs de fonds qui présente les principaux résultats, leçons apprises et recommandation de l'évaluation, avec des illustrations (schémas, photos, graphiques, dessins, etc.) et au moins un témoignage de bénéficiaire ;
- Une présentation de restitution (Power Point, Prezi...).

Les documents seront écrits en français. Ces documents seront envoyés sous format électronique. Une version papier de la version finale du rapport sera également fournie.

Chaque rapport (provisoire et final) sera construit de la manière suivante :

- Résumé de 5 pages des principales conclusions et recommandations ;
- Objectif, champ ;
- Contexte ;
- Définition des principaux concepts utilisés ;
- Approche méthodologique et sa justification et les contraintes rencontrées ;
- Appréciation de la compréhension de la logique d'intervention/théorie du changement ;
- Observations et résultats de l'évaluation sur base des termes de référence et des questions ci-dessus ;
- Réponses aux questions d'évaluation avec mention des sources d'information utilisées pour ce faire ;
- Recommandations argumentées concrètes et opérationnelles, à mettre en œuvre dans la suite du programme ou dans les futures interventions ;
- Conclusions et autres réflexions ;
- Annexes : Données brutes anonymes

Le rapport présentera séparément les constatations, conclusions et recommandations et enseignements selon une approche logique. Toute analyse sous-jacente se sera formulée de manière explicite.

A.9.6 CALENDRIER PRÉVISIONNEL :

La période prévue pour la réalisation de la mission d'évaluation est : Troisième trimestre 2019.

Processus	Date limite
Publication de l'appel d'offres	26 juillet 2019
Date limite pour les questions complémentaires (uniquement par écrit)	10 août 2019
Soumission des offres	23 août 2019
Dépouillement et choix de l'évaluateur	6 septembre 2019
Information de l'évaluateur sélectionné	6 septembre 2019
Signature et démarrage du contrat	Mi-septembre 2019
Réalisation de la mission	Septembre – octobre 2019
Remise du rapport provisoire	Avant la restitution aux équipes locales
Remise du rapport définitif	Maximum 1 mois après la fin de la mission de terrain
Réunion relative à la réponse managériale et aux modalités de publication de l'évaluation.	À déterminer

	Logique d'intervention	Indicateurs de rendement	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif spécifique	Les ménages ruraux de Natitingou, Parakou, Tchaourou et Ndali renforcent et équilibrent leurs exploitations familiales autour d'activités agricoles et d'activités génératrices de revenus liées	Proportion d'EF exprimant une amélioration concrète de leur situation alimentaire et économique	Enquêtes au niveau des exploitations familiales (et liste des manifestations de cette amélioration)	Les structures d'appui confirment leur intérêt pour l'agriculture familiale et accompagnent les dynamiques de changement (diversification et agro écologie). - Absence de désastres naturels exceptionnels dans les zones d'intervention.
		Proportion d'EF accompagnées exprimant une amélioration concrète de leur situation alimentaire et économique grâce aux initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes	Enquêtes au niveau des exploitations familiales (et liste des manifestations de cette amélioration)	
		Proportion d'EF exprimant une amélioration concrète de leur situation alimentaire et économique grâce à une meilleure intégration des activités de production.	Enquêtes au niveau des exploitations familiales (et liste des manifestations de cette amélioration)	
Résultats	R1 : Les exploitations familiales diversifient et améliorent durablement leurs productions	Proportion d'exploitations familiales accompagnées ayant intégré au moins une nouvelle spéculation ou production.	Fiche de suivi producteurs	Les phénomènes de concurrence entre structures d'appui prônant des valeurs et approches antagonistes sont évités (approche d'intensification agricole conventionnelle).
		Proportion d'exploitations familiales accompagnées ayant connu un accroissement du rendement des productions	Enquêtes structure économique des exploitations familiales	
		Proportion d'exploitations familiales	Enquêtes structure	

	Logique d'intervention	Indicateurs de rendement	Sources de vérification	Hypothèses
		accompagnées ayant connu un accroissement de la valeur de la production	économique des exploitations familiales	
	R2: Les familles paysannes valorisent adéquatement leurs productions	Proportion d'EF ayant amélioré leurs conditions de stockage par l'utilisation des technologies de conservation vulgarisées par le programme.	Enquêtes au niveau des EF (avec liste des manifestations de cette amélioration)	Les logiques sociales permettent le développement d'actions collectives
		Proportion d'EF estimant que les activités du programme leur ont permis de mieux diversifier leur alimentation et de réduire la période de soudure	Enquêtes de satisfaction ménages (avec liste des manifestations de cette amélioration)	
		Proportion d'EF accompagnées ayant connu un accroissement de la valeur des productions du fait des initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes.	Enquêtes structure économique des exploitations familiales	
	R3: Le leadership et l'autonomisation des jeunes et des femmes sont durablement renforcés à travers l'élargissement des opportunités entrepreneuriales et la professionnalisation des microentreprises créées	Proportion de projets soumis par les Jeunes hommes (JH)	Comptes rendus des cadres de concertation, Actes administratifs d'affectation de terre, etc.	Les acteurs locaux accompagnent les dynamiques entrepreneuriales (accès à la terre, financement...). Les Chefs de famille
		Proportion de projets soumis par les Jeunes femmes (JF)/		
		Proportion de projets soumis par les Femmes(F)		

	Logique d'intervention	Indicateurs de rendement	Sources de vérification	Hypothèses
		Proportion (et nombre) de microprojets validés et financés parmi les demandes soumises par les jeunes et femmes	Plan d'affaires, procès-verbaux comité de sélection microprojets	apportent leur soutien aux jeunes et aux femmes.
		Proportion (et nombre) de microprojets affichant un bon niveau de performance et assurant un remboursement correct des crédits	Outils de gestion microentreprise, Reçus des versements à l'IMF	
	R4: Les interventions du programme sont bien ancrées dans les dynamiques locales à travers la mobilisation des acteurs locaux et l'importance accordée au développement institutionnel et organisationnel des OP	Indicateur synthétique (sur 10) traduisant le niveau de participation active des acteurs locaux (réunions ; plateforme, niveau d'adhésion/soutien aux innovations).	Comptes rendus des activités des plateformes, Rapport de mission d'appui des partenaires	Les acteurs locaux accompagnent la dynamique organisationnelle de l'ANAF.
		Nombre d'organisations partenaires ayant amélioré la prise en compte des thématiques agroécologiques, genre et/ou entrepreneuriat dans leur plan stratégique	Plan stratégique et Publications ANAF	
		Nombre de cadres locaux de concertation fonctionnels et faisant évoluer les politiques publiques locales pour un accès des jeunes et des femmes aux ressources productives (terre, eau).	Comptes rendus des séances de concertation, Actes administratifs d'affectation de terre, etc.	

Annexe 2 : Brève description des partenaires de PRAFA

Le PRAFA est mis en œuvre par Eclasio et les partenaires ci-après :

- **Le Centre UNIV** : il œuvre pour un monde meilleur à travers un investissement quotidien en faveur de la justice, la paix et le développement durable. Sa perception des droits humains met un focus important sur le droit à l'alimentation et la gestion durable des ressources naturelles. Le centre UNIV sera mobilisé dans le programme pour la sensibilisation et le plaidoyer, auprès des acteurs locaux en faveur de la promotion d'une agriculture durable respectueuse de l'environnement (construction des thèmes et messages de sensibilisation/plaidoyer et animation des rencontres de concertation) ;
- **La ferme de Soukounon** : elle se veut une vitrine des pratiques agricoles et forme des jeunes en agriculture, élevage pour faciliter leur insertion dans les métiers de l'agriculture. Elle apportera son expertise pédagogique et technique dans la formation des jeunes entrepreneurs agricoles ;
- **La Fondation Hubi et Vinciane** : c'est un organisme humanitaire belge qui poursuit une approche intégrée de développement et soutient pour cela le développement de la région de Parakou-N'Dali avec des projets en matière de soins de santé, d'éducation et d'esprit d'entreprise en mettant l'accent sur l'agriculture et l'approvisionnement alimentaire. Depuis plus d'une dizaine d'année, la FHV développe un programme agricole à Parakou pour agir sur les questions alimentaires et nutritionnelles. Son action viendra en complémentarité avec celle d'Eclasio. Eclasio apporte à la FHV son expérience dans le domaine de l'accompagnement des organisations de producteurs, dans l'appui au développement équilibré des chaînes de valeur et dans la valorisation des productions agricoles. La collaboration entre Eclasio et la FHV porte aussi sur financiers (apports de cofinancements) ;
- **Le lycée technique agricole de Natitingou (LTA)** : ce lycée développe une offre de formation répondant aux besoins du développement agricole du Bénin. La contribution du LTA à ce nouveau programme se décline ainsi deux points : i) Participer aux actions de formation des jeunes entrepreneurs (apport d'expertise pédagogique, promotion des approches de production intégrée), ii) Contribuer à la promotion de l'emploi des jeunes (partage d'expérience en matière d'insertion socioprofessionnelle des jeunes) ;
- **L'Association Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (ANaF Bénin)** est une association de femmes agricultrices crédible qui défend les intérêts de ses membres à travers une stratégie d'intervention fondée sur l'égalité de genre et sur une participation active aux sphères décisionnelles. Elle travaille à développer le leadership des femmes et à fournir des services à ses membres (appuis aux initiatives de production, transformation). Son rôle dans le cadre du PRAFA consistera à : i) Apporter son expérience dans la stratégie de promotion du genre (Empowerment féminin) du programme, ii) Apporter son expertise dans la promotion de l'entrepreneuriat des femmes dans la zone du programme, iii) Contribuer au renforcement organisationnel des organisations de producteurs à la base, avec un focus sur les femmes.

Annexe 3 : Description des bénéficiaires de PRAFA

Il est retenu deux cibles prioritaires :

- Les membres des familles impliquées dans les processus de diversification/valorisation des productions, de promotion de l'agro écologie et d'intégration de l'entrepreneuriat des jeunes et femmes au sein des exploitations familiales ;
- Les associations et groupes de producteurs-trices

Dans l'ensemble 192 familles seront touchées sur le volet appuis sur la diversification des productions et appui aux initiatives entrepreneuriales (R1 et R3) puis 240 familles supplémentaires dans le cadre de l'appui à la valorisation des productions et la sensibilisation nutritionnelle (R2).

Annexe 4: Cadres logiques fournis à la DGD (OS 2 - Louvain Coopération)

	Baseline	An 3	An 5	Sources vérification	Acteur(s)
Cibles stratégiques					
Objectif spécifique	La sécurité alimentaire et économique des populations de nos zones d'intervention est améliorée durablement à travers une offre diversifiée et adaptée de services d'appui à l'agriculture et à l'entrepreneuriat				
Description	Notre stratégie en SAE au Bénin, département du Mono, est basée sur une approche d'appui intégré aux bénéficiaires, combinant à la fois le renforcement des capacités, l'installation de modalités de concertation entre acteurs publics et privés, le genre, l'appui agricole, l'entrepreneuriat, la dimension environnementale et la capitalisation/recherche-action,				
Hypothèses	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité sociopolitique du pays - Conditions climatiques favorables dans le Mono 				
% moyen d'augmentation des dotations en capital physique et productif des ménages bénéficiaires	A définir	20%	30%	Rapports d'enquêtes en début et en fin de programme. Rapports d'évaluation.	LC
Evolution de la perception du bien-être des bénéficiaires du programme	A définir	40%	60%	Rapports d'enquêtes (début et fin de programme) sur la perception du bien-être.	
Participation des femmes (en %) dans les instances de décision des organisations bénéficiaires	27%	30%	30%	Rapports d'évaluation des organisations bénéficiaires	
Résultat 1	Les producteurs agricoles, les porteurs d'initiatives entrepreneuriales et les partenaires du projet sont renforcés sur le plan institutionnel et technique, participent à des réseaux selon leur métier et stimulent des cadres de concertations "public – privé"				
Hypothèses	- Environnement juridique et institutionnel favorable au développement aux activités agricoles et à l'entrepreneuriat				
Evolution de l'indice de viabilité des partenaires opérationnels et des organisations mises en place	34%	62%	68%	QRCP	LC
Taux de réalisation des objectifs des cadres de	0%	60%	70%	Outil d'évaluation des cadres de concertation	

concertation public-privé mis en place						
Résultat 2	Les producteurs agricoles valorisent leurs productions et accèdent aux marchés					
Hypothèses	/					
Evolution des quantités commercialisées de gari et du chiffre d'affaires réalisé par l'union des coopératives de transformation de manioc	Quantités de gari commercialisées : 0% Evolution CA : 0%	40% 45%	50% 50%	Copies de contrats commerciaux		LC
Évolution de la capacité de transformation des coopératives de manioc par rapport à la production totale du riz paddy par les producteurs bénéficiaires du programme	A déterminer en début de programme	40%	50%	Copies de contrats commerciaux avec les producteurs		
Résultat 3	Les revenus et le bien-être des bénéficiaires du projet sont améliorés					
Hypothèses	/					
Nombre de bénéficiaires des services du GEL (% participation féminine et % de satisfaction)	Bénéficiaires : 1000 %Femmes : 61% % de satisfaction : A déterminer	2500 60% 75%	2500 60% 75%	Registre des bénéficiaires du GEL. Rapports d'enquêtes spécifiques.		LC
Evolution de la marge bénéficiaire des entrepreneurs accompagnés par le GEL	0	15%	25%	Rapport d'enquêtes spécifiques.		
Résultat 4	Les bénéficiaires du projet (les producteurs agricoles, les porteurs d'initiatives entrepreneuriales et les partenaires) améliorent leurs pratiques de gestion en termes d'utilisation durable des ressources environnementales					
Hypothèses	/					
Niveau d'exécution des	0	2	2	Liste des mesures adoptées pour		LC

mesures d'atténuation des impacts environnementaux identifiés				l'atténuation des impacts environnementaux.	
Taux d'exécution des engagements environnementaux pris par les bénéficiaires du programme	0	50%	50%	Rapport spécifique de suivi des engagements environnementaux.	
% d'exploitants pratiquant de façon combinée au minimum 3 techniques agro-écologiques promues par le programme	0	50%	50%	Rapports d'enquête spécifiques	
Résultat 5	Des recherches-actions sont conduites et les expériences de LC et de ses partenaires sont capitalisées et diffusées avec l'appui de l'UCL et d'autres institutions académiques et de recherche				
Hypothèses	/				
Nombre de capitalisations et de recherche-actions réalisées	0	10	14	Documents de capitalisation	LC
Nombre de publications produites	0	8	14	Publications	
Conditions préalables	/				
Typologie des activités	Achat d'équipements; formation; appui-conseil; ateliers et réunion de réflexion; conception, multiplication et diffusion de document; etc.				

Annexe 5 : Brève description des partenaires LC

GROPERE : LC appuie GROPERE dans le Département du Mono au Bénin depuis 2003. Ce partenariat de longue durée a permis à GROPERE de développer ses capacités en relation avec la mise en œuvre de projets. Dans le cadre du programme, GROPERE est responsabilisé dans l'exécution du volet agricole du projet en appui aux bénéficiaires ; l'animation de cadres de concertation public-privé (impliquant les autorités communales du département); la prise en compte de l'environnement et du genre ; et en fin de projet (2021) la capitalisation des acquis du projet suite aux travaux de recherche-action qui sont menés.

GEL Sud Bénin : Le GEL Sud Bénin offre des services d'appui à l'entrepreneuriat par le biais de soutiens spécifiques aux porteurs de projet de création ou de développement d'entreprise. Le GEL Sud Bénin a été créé en 2010 par LC, puis est devenu une structure autonome (ayant reconnaissance juridique) à partir de 2013. Depuis sa création, le GEL Sud Bénin a accompagné pas moins de 87 micros entreprises.

Annexe 6 : Description des bénéficiaires de l'OS2 appuyés par les partenaires GROPERE / GEL Sud Bénin :

Ce sont les bénéficiaires directs soit :

- 45 coopératives de transformation de manioc et leur union
- des exploitants agricoles familiaux
- 6 mairies du département du Mono
- 6 Cellule d'Animation de l'Entrepreneuriat Locale (CANEL)
- 6 cadres communaux de concertation public-privé
- 1 Table ronde filière manioc
- des clubs d'entrepreneurs

Et les bénéficiaires Indirects soit :

Les bénéficiaires indirects du programme sont l'ensemble de la population du Mono, soit 495.300 personnes.